



REGION AFRIQUE FINDINGS

No. 107 novembre 1998

Gestion des ressources naturelles par les communautés en Afrique de l'Ouest

(traduit de l'anglais)

Avec leurs économies dépendant en grande partie de la production agricole, la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest doivent combattre simultanément la pauvreté répandue, assurer la sécurité alimentaire et réaliser un développement économique durable. Ceci s'accompli dans un environnement de taux d'analphabétisme élevés, une population qui augment rapidement, des précipitations basses et imprévisibles, des sols stériles, et des stratégies de développement qui ont eu un penchant urbain fort. Dans de telles conditions, les systèmes de production traditionnels ne peuvent pas soutenir la population. Dans l'absence d'un changement radical, la dégradation de la terre va s'accélérer et la base des ressources naturelles dont la production agricole en dépend, continuera de diminuer.

Les efforts entrepris dans les années 70 et 80 pour faire face à ce problème n'ont pas particulièrement réussi. Ils ont eu tendance à se concentrer sur la production et n'ont pas essayé de faire participer la population locale dans le processus de prise de décision et la gestion. S'inspirant des enseignements tirés de ces projets, les gouvernements, les donateurs, et les ONG ont initié une nouvelle génération de projets de gestion des ressources naturelles (GRN) décentralisés, multisectoriels et basés sur la communauté. Commencée vers la fin des années 80 sous la forme d'une série d'opérations-pilotes, cette approche a recherché d'assurer la participation locale de la communauté dans le processus d'identification et de mise en œuvre des projets de gestion des ressources naturelles, tout en

créant la capacité institutionnelle pour une planification efficace d'utilisation des ressources et de développement des ressources humaines.

Approche communautaire

Au cours des 10 dernières années, la Banque mondiale, d'autres donateurs et les ONG ont supporté une série de projets de gestion des ressources naturelles basée sur la communauté (CBNRM) en Afrique occidentale.

Visant à mettre en valeur la gestion soutenable de ressource naturelle en responsabilisant les communautés locales et par la redéfinition du rôle du gouvernement, le CBNRM encourage une politique nationale d'assistance et une base législative, accroît les capacités locales et les qualifications de gestion, et facilite la réalisation des investissements au niveau des communautés avec des moyens simples et moins coûteux en réponse à la dégradation des ressources naturelles et pour satisfaire les besoins ruraux de base.

La participation des parties prenantes dans des projets de GRN a produit des résultats réussis et soutenables dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, notamment, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali.

La méthodologie de la gestion des ressources naturelles basée sur la communauté

Au Burkina Faso, le projet de gestion environnementale est basé sur l'approche de gestion des terroirs (GT) développée dans le cadre des programmes-pilotes supportés par un ensemble d'ONG et de donateurs. L'approche de GT intègre des groupes et des communautés disposant des terres qui leur sont reconnues par la tradition. Elle aide les communautés à acquérir les aptitudes pertinentes et à établir les institutions locales nécessaires pour mettre en œuvre les plans de gestion des terres et des ressources naturelles écologiquement soutenables. Les bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes conviennent sur le besoin d'incorporer plusieurs éléments importants pour la durabilité du projet, principalement l'éducation environnementale (à tous les niveaux), les lois sur l'utilisation de la terre et la décentralisation de la gestion des terres au niveau du village, et le développement des projets générateurs de revenu faisant

partie du mandat du projet.

L'approche de gestion de terroirs a été incorporée dans des projets en cours dont le Projet Ouest Africain de gestion des ressources naturelles et de la faune par les communautés au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, et ainsi que dans beaucoup d'autres projets de gestion des ressources naturelles dans la Région, financés par le gouvernement Belge par l'intermédiaire du fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Au Bénin, le Projet de gestion des ressources naturelles (PGRN) s'est engagé à aider le gouvernement dans la gestion des bassins du fleuve, la réforme des lois sur l'utilisation des terres, la gestion des forêts classifiées, la gestion de la faune, l'appui institutionnel pour l'utilisation des terres des forêts, l'utilisation efficace de la cartographie, la formation et les activités de sensibilisation du public. Le projet a mis à la disposition du gouvernement un ensemble d'indicateurs et d'expériences qui peuvent être utilisés pour évaluer les activités pilotes et les mettre en application dans des programmes du développement national.

Au Mali, les efforts communautaires se sont concentrés dans l'introduction d'un système rationnel d'utilisation des terres et pour arrêter et renverser le processus de dégradation de la base des ressources naturelles (sol, eau, et végétation normale) qui était la plus grande menace à la croissance agricole. Des systèmes de surveillance plus efficaces ont amélioré la capacité institutionnelle du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'environnement. Les activités au niveau du village ont été intégrées dans le nouveau cadre décentralisé d'utilisation des terres mise en place pour le gouvernement. Comme pour le projet du Burkina Faso, il y eu une augmentation significative des taux de réalisation après l'adoption des stratégies améliorées pour mieux impliquer un éventail de partenaires.

Enseignements tirés

Flexibilité et adaptabilité : Au niveau des communautés, la capacité souvent limitée de planification dans les villages était insuffisante pour élaborer des plans de gestion des ressources naturelles à soumettre au gouvernement. Par l'approche CBNRM, toutes les activités au niveau du village sont identifiées et mises en œuvre par les communautés locales

avec l'aide des animateurs formés par projet. En conséquence, il y a adaptation locale importante de la stratégie de base adaptée à la situation et aux besoins locaux. Ainsi par exemple, dans les régions sèches et pauvres en ressources au Nord du Sahel, qui connaissent des pressions élevées de population, les communautés ont tendance à se concentrer sur la stabilisation et l'amélioration de la base des ressources. Plus loin au Sud, où les ressources sont plus abondantes, les pressions des populations moins forte, mais où la migration est plus active, les communautés ont tendance à porter plus d'attention aux problèmes de gestion des terres, de réglementation de l'utilisation des terres, et de fixation des limites entre villages.

Investissements dans le village : la large gamme d'investissements au niveau du village identifiés par la population locale a beaucoup de chance d'être maintenue et de recevoir un appui local à long terme. Au Bénin et au Mali, le premier ensemble de communautés-pilotes où les projets ont été mis en œuvre ont été agrandis et les sommes investies dans chaque communauté ont été limitées pour faciliter cette expansion rapide. Un sujet de discussion active au Mali porte sur la possibilité de financement des activités ne se rapportant pas à la gestion des ressources naturelles.

Technique d'évaluation rurale rapide : La technique d'évaluation rurale rapide et participative a été utilisée avec efficacité pour aider les communautés à identifier leurs préoccupations prioritaires. Cette technique implique les groupes marginalisés dans les communautés (femmes, nomades), et aide les communautés analphabètes à dialoguer et à négocier avec le monde « extérieur ».

Résolution des conflits : L'approche de GT peut faciliter la résolution des conflits entre et au sein des communautés sur des questions comme celles de détermination des terres de culture, et des limites, aussi bien que des conflits entre les communautés agricoles et pastorales ambulantes. Elle peut également augmenter rapidement la capacité des communautés à négocier avec le monde « extérieur ».

Défis

Exécution : Le temps requis pour la création des capacités locales et pour les conditions de formation pour les communautés locales, est souvent sous-estimé. Ceci a élargi

la perspective du temps la nécessité des coûts à prendre en compte dans le processus de planification. L'appui institutionnel est également important pour faciliter la réflexion systématique des besoins et des priorités au niveau du village dans des programmes nationaux.

Renfort (Appui à) de la communauté : Les procédures actuelles du gouvernement et celles des bailleurs de fonds ne permettent pas facilement aux communautés d'assumer la responsabilité de gestion de leurs ressources naturelles. Si le programme doit être répandu dans les pays où il est mis en application, plusieurs changements fondamentaux sont requis : (i) instauration des procédures simplifiées de diagnostic et de planification ; (ii) réduction de la portée des activités financées ; (iii) accroissement de la participation d'autres agences dans l'exécution ; (iv) accroissement du nombre d'équipes de terrain pour augmenter la couverture ; (v) amélioration des liens opérationnels avec les agents de vulgarisation agricole ; et (vi) une plus grande délégation des responsabilités de gestion financière aux communautés locales.

valuer l'impact : Les systèmes de contrôle et d'évaluation ne peuvent pas encore produire des informations quantitatives détaillées sur l'impact des investissements. Ceci est dû en partie à la nature variable des investissements au niveau de village. Une utilisation accrue des techniques d'évaluation de l'impact sur les bénéficiaires et de meilleurs systèmes de gestion informatiques sera d'un grand apport à cet égard.

Liaisons améliorées avec les services agricoles : Il y a une complémentarité substantielle entre les activités de CBNRM et la croissance agricole, particulièrement en ce qui concerne :

- (i) les préoccupations prioritaires de gestion des ressources identifiées par la population ;
- (ii) le processus d'élaboration de diagnostics et de sensibilisation de la communauté dans le cadre de GT qui augmente l'intérêt dans la production des messages s'y rapportant et l'utilisation de la technologie ; et
- (iii) l'utilisation des services de vulgarisation agricole pour diffuser des informations ciblées sur l'agriculture et l'environnement.

Impact

L'intérêt national et international et l'investissement dans la stratégie de GT augmente rapidement avec la réussite des projets-pilotes. Ainsi par exemple, lors d'une réunion internationale tenue à Paris en 1994, les 14 pays impliqués dans le Programme de lutte contre l'onchocercose (OCP) ont adopté la stratégie pour le règlement et le développement des zones libérées de l'onchocercose en Afrique de l'Ouest. En outre, on estime qu'il y a au moins 80 projets chiffrés à 500 millions de dollars E.U. en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali et au Niger qui utilisent cette approche. Par exemple, au niveau national, l'approche de GT a été adoptée par le Ministère de l'environnement et de l'eau du Burkina Faso pour la gestion de 10 réserves très importantes des forêts et de la faune dans le sud du pays. Au Mali, le Ministère du développement rural et de l'environnement a utilisé cette approche pour le développement d'une politique forestière nationale. L'approche est également au centre de la plupart des plans nationaux d'action environnementale (PNAEs) dans la sous-région.

Au niveau régional, il existe en Afrique de l'Ouest, un réseau informel actif d'activités de gestion des ressources naturelles qui appuie le partage des informations et l'analyse en commun des expériences dans les projets. Initialement basé sur trois projets financés par l'IDA au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le réseau comprend actuellement d'autres projets et pays. Il facilite la participation dans les missions de supervision de la Banque mondiale des personnes venant des pays voisins qui sont familières à l'approche de GT, organise la circulation d'un bulletin d'information informel, et tient des réunions annuelles pour discuter les aspects pratiques d'exécution de projets de CBNRM.

Perspectives

Bien que l'approche de gestions de terroirs ne soit pas parfaite – la mise en œuvre est au début relativement lente, complexe et coûteuse, elle s'avère être la meilleure stratégie disponible qui utilise simultanément la capacité et le renfort locaux pour répondre aux besoins socio-économiques immédiats des populations et aussi bien qu'aux problèmes de durabilité de la gestion des terres et des ressources naturelles à long terme. Une capacité locale efficace aide à accélérer la mise en place

des programmes nationaux.

Des contraintes à l'approche de GT sont abordées de plusieurs façons notamment, la création des programmes nationaux plutôt que des projets limités, et l'implication d'un plus grand nombre d'associés et d'agences dans l'approche. L'objectif de la plupart des projets a été d'augmenter leur portée, ce qui peut être accompli en augmentant le nombre d'équipes de terrain travaillant à court terme sur le CBNRM, simplifiant ainsi la méthodologie de base, et réduisant l'expansion globale des investissements et la complexité des opérations

*Pour plus d'information veuillez contacter Jeffrey Lewis ,
Room No. J6-125, World Bank, 1818 H Street NW,
Washington, D.C. 20433. E-mail: jlewis1@worldbank.org.
Tel: (202) 473-4573.*

SEARCH

FEEDBACK

SITE MAP

SHOWCASE

